

Le changement climatique et l'environnement

Un rendement décevant

Le nouveau budget n'améliorera en rien le lamentable bilan environnemental du gouvernement Harper. Au chapitre du changement climatique et de l'environnement, le rendement du Canada continue de décevoir. Il suffit de penser aux résultats obtenus récemment :

- Selon le 2010 Climate Change Performance Indexⁱ de Germanwatch, un centre d'étude et de recherche politique, le Canada arrive au 59^e rang sur 60 pays.
- L'Environmental Performance Index 2010ⁱⁱ de l'Université Yale classe le Canada au 46^e rang sur 163 pays, derrière la grande majorité des nations développées.
- Le Canada se classe au 10^e rang sur 13 pays membres du G20 interrogés sur le pourcentage de leurs mesures de stimulation économique destinées aux investissements écologiques.

Si le Canada avait obtenu un bilan aussi déplorable aux derniers Jeux Olympiques d'hiver, il aurait soulevé déception, honte et indignation à l'échelle du pays. Aujourd'hui, le timide budget Harper affaiblira encore davantage le bilan environnemental du Canada qui continue de dévaler une pente descendante depuis que le gouvernement Harper a pris le pouvoir.

Le budget

- Un milliard de dollars destinés à la recherche et au développement de « technologies prometteuses d'énergie propre, notamment les technologies de captage et de stockage du carbone ».
- 8 millions de dollars par année pour protéger les Grands lacs.

- 300 cent millions de dollars destinés à soutenir les activités d'Énergie atomique du Canada limitée.
- Un milliard de dollars sur cinq ans dans l'infrastructure écologique.
- 100 millions de dollars sur quatre ans pour instaurer l'Initiative sur les énergies renouvelables de prochaine génération, pour soutenir les technologies propres dans le secteur forestier.
- Des enveloppes de 9,2 millions de dollars et de 2,2 millions de dollars destinées à Environnement Canada et à Pêches et Océans Canada, respectivement, pour les services météorologiques et de navigation de l'Arctique.
- Une enveloppe de 18,4 millions de dollars pour soutenir les indicateurs de durabilité de l'environnement par rapport à l'évolution de la qualité de l'eau et de l'air et au sujet des émissions de gaz à effet de serre.
- D'obscurs programmes d'emploi écologiques.
- Un changement de responsabilité par rapport aux évaluations environnementales des projets énergétiques de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale à l'Office national de l'énergie.

Les effets concrets

Le gouvernement Harper n'a pas encore « compris ». Son approche qui consiste à maintenir le cap est en décalage par rapport aux réalités économiques et environnementales d'aujourd'hui. Le gouvernement Harper s'accroche à des idées vieillottes et éculées incompatibles avec les besoins du 21^e siècle. Plus particulièrement, il refuse de souscrire à la nouvelle économie verte fondée sur des sources d'énergie véritablement propres. Il soutient plutôt les sources d'énergie polluantes, se contente de leur faire une cure de beauté au lieu de simplement les mettre au rancart. Par ailleurs, les projets énergétiques ne seraient pas entravés

par les évaluations environnementales d'organismes externes. Ainsi, le développement de l'industrie gazière et pétrolière pourra battre son plein et la table sera mise pour tous les dommages environnementaux que peut causer cette industrie. Quoi qu'il en soit, le gouvernement Harper continue de financer des activités de captage et de stockage du carbone, en considérant qu'il s'agit d'une solution viable au changement climatique, une stratégie qui, de nouveau, permet au secteur de l'énergie polluante de prendre de l'expansion. Il subventionne le contrôle des dommages environnementaux au lieu des solutions permettant de les éviter.

Le Canada est aussi déphasé par rapport aux États-Unis. Harper ne cesse de répéter que nous devons nous aligner aux Américains. Or, ces derniers nous dépassent pour ce qui est du changement climatique et de l'environnement. Par exemple, le gouvernement américain effectue de nouveaux investissements majeurs dans l'énergie verte. En 2009, ses dépenses par personne ont dépassé celles du Canada d'un facteur de 14:1 par personne dans le secteur des énergies renouvelables comme les énergies solaires et éoliennes. Inutile de courir, l'écart ne peut être rattrapé par notre équipe dirigée par Harper.

De meilleurs choix

- Établir un prix uniforme à l'échelle nationale sur les émissions de gaz à effet de serre. Le gouvernement Harper n'a pas encore réussi à mettre en place un plan tangible sur le changement climatique. Tout plan crédible devrait prévoir un prix sur les émissions de gaz à effet de serre. Les émissions de gaz à effet de serre du Canada continuent d'augmenter de façon inquiétante et seules des mesures draconiennes pourraient changer la donne.
- Financer des stratégies d'atténuation du changement climatique aux échelles nationale et internationale. Le gouvernement Harper continue de compter parmi les pires pays au monde pour ce qui est du changement climatique. Il conviendrait de financer les solutions au changement

climatique tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale.

- Créer de véritables emplois verts et des emplois liés au changement climatique. Pour devenir un chef de file au chapitre de l'innovation et de la technologie au 21^e siècle, il faut créer des emplois éco-énergétiques propres qui réduisent les émissions de gaz à effet de serre. Des centaines de milliers d'emplois ont été perdus à jamais et le chômage demeure élevé. Les travailleurs pourraient de nouveau réintégrer le marché du travail si le gouvernement Harper adoptait une stratégie favorable aux emplois écologiques.
- Investir généreusement dans les sources d'énergie véritablement renouvelable. Le Canada continue d'être déphasé par rapport aux autres pays développés et bon nombre de pays en développement. Le nouveau budget Harper ne positionne en rien le Canada pour qu'il puisse stimuler la croissance de l'emploi et prêter concurrence dans la nouvelle économie verte du 21^e siècle.
- Financer un simple programme de transition pour les travailleurs déplacés par la transformation économique liée aux enjeux environnementaux.

Les budgets fédéraux sont des occasions de créer des avantages environnementaux et économiques durables pour les Canadiens. Le budget Harper n'en crée aucun. Pire, il ne tient pas compte des réalités et orientations actuelles. Alors que les principales économies du monde cherchent à mettre en œuvre des solutions liées à l'énergie propre et à atténuer le changement climatique sans y laisser des plumes, le gouvernement Harper persiste dans ce qu'il sait faire le mieux – il déçoit et ne livre pas la marchandise en s'accrochant obstinément et désespérément à des idées désuètes. Nous ne devrions pas maintenir le cap. Poursuivre dans cette voie provoque le réchauffement de la planète et détruit les écosystèmes mondiaux. Nous devrions plutôt nous montrer proactifs et ouvrir la voie à un avenir à faible teneur en carbone et enrichi de bons emplois verts.

Pour de plus amples renseignements, rendez-vous à <http://scfp.ca/budget>

ⁱ <http://www.germanwatch.org/klima/ccpi2010.pdf>

ⁱⁱ <http://epi.yale.edu/Countries>